

Convergence Technologique (Technology Convergence)

Traduction libre d'un article paru dans les STF 78 & 79 de Stewart Ash & Bill Burns

La bataille pour combiner les services de téléphonie et de télégraphie à travers l'Atlantique

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les télécommunications nationales au Royaume-Uni étaient opérées par le gouvernement à travers la General Post Office (GPO). Les Télécommunications d'outre-mer étaient entre les mains de Câble & Wireless (C & W), une société privée à l'époque. Lorsque le Premier ministre Sir Winston Churchill (1874- 1965) a été battu aux élections générales de 1945, le Royaume-Uni a eu un gouvernement travailliste qui a rapidement mis en place la nationalisation de C & W. Cela a été réalisé le 1er Janvier 1947, donnant au gouvernement britannique le contrôle total à la fois sur la télégraphie et la téléphonie que ce soit par câble ou par radio. La seule exception à ce monopole était que les entreprises américaines télégraphiques internationales ont été autorisées à exploiter leurs propres points de collecte au Royaume-Uni.

Aux Etats-Unis les choses étaient très différentes. Les services des télécommunications étaient dans les mains d'entreprises privées mais les réseaux nationaux et internationaux ainsi que les deux technologies du télégraphe et du téléphone étaient séparés par les règlements de la Federal Communications Commission (FCC). Le Téléphone national était dominé par l'American Telephone and Telegraph (AT & T), le télégraphe domestique par la Western Union, la radiotéléphonie internationale par AT & T et la télégraphie internationale par la Commercial Câble Company (CCC) et la Western Union. En 1945, quand la Western Union a commencé sa fusion avec la Postal Telegraph Company, elle a été obligée de renoncer à ses services internationaux, bien que cette séparation ne fût effective qu'en 1963 (cf. STF 71).

C'était le modèle du marché des télécommunications transatlantiques au début des années 1950, lorsque la planification du premier câble téléphonique transatlantique, TAT-1, a débuté. Dans le cadre de son programme de recherche la GPO a développé une technologie qui permettait aux signaux télégraphiques d'être envoyés sur le circuit voix et ils ont voulu l'utiliser sur TAT-1. C'est ce désir d'envoyer des services de télégraphie sur un câble téléphonique qui a donné naissance à la bataille pour la "convergence technologique". En 1950, la FCC a, pour la première fois, permis de fournir des services de télégraphie et de téléphonie sur un câble coaxial international, La Havane - Key West, (voir STF 46). Les services ont été fournis respectivement par l'International Telephone and Telegraph (ITT) et AT & T. Maintenant, avec cette technologie britannique permettant des distances transocéaniques, AT & T a semblé être en mesure de menacer la position dominante d'ITT (la société holding de la CCC) sur le marché international de la télégraphie. Pour contrer cette menace ressentie, ITT s'est lancé dans la promotion d'un nouveau câble télégraphique transatlantique à répéteur.

Les premières rumeurs sur le projet de la CCC de lancer le premier câble télégraphique transatlantique coaxial du monde ont été entendues à Washington en 1953, à l'époque, le projet avait comme nom de code «Projet Eskimo». À l'automne 1954, la FCC et le Foreign Office britannique

avaient été contactés pour des droits d'atterrissage pour ce câble. Le projet a beaucoup évolué et est désormais connu sous le nom "Deep Freeze"(Congélation). Le parcours du câble en projet devait être de 3,500nm de long reliant; le Massachusetts, aux États-Unis - Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse – le Groenland – l'Islande et l'Écosse, plus au nord de la route planifiée pour le TAT-1. Il devait utiliser la nouvelle technologie de répéteur à boîtier rigide développé par Standard Telephones & Cables (STC), une filiale britannique d'ITT. Il serait le plus long câble sous-marin coaxial dans le monde avec 65 répéteurs espacés tous les 55 nm. Le câble devait être fabriqué à l'usine de câble de STC, alors en construction à Southampton (ouverte en 1956). Deep Freeze serait capable de transporter 120 circuits télégraphiques et 5 canaux vocaux et a été prévu pour entrer en service en 1957, le projet a été estimé à quelque 25 millions de dollars dont US \$ 17 millions seraient dépensés au Royaume-Uni, principalement avec la STC. La CCC espérait offrir des lignes louées dans le nouveau câble pour US \$ 200K en travaillant à 60 mots par minute (mpm); ceci était en rapport avec le taux du marché en vigueur à travers l'Atlantique de US \$ 270K et 42mpm. ITT a déjà obtenu le soutien du Pentagone aux États-Unis pour ce projet et a eu un contact avec l'US Air Force pour l'achat de 11% de la capacité et de l'aide pour l'obtention de licences d'atterrissage à l'étranger.



Route du TAT-1

Cependant, le projet n'a pas convaincu la direction de la GPO, qui n'avait aucune envie de voir arriver un autre câble appartenant aux américains, qui amènerait plus de circuits télégraphiques que ceux actuellement en service. Le projet Deep Freeze a également soulevé au niveau du gouvernement la question émotive des compagnies américaines du télégraphe pouvant fonctionner au Royaume-Uni. À l'époque, bien que la CCC et la Western Union exploitaient des câbles télégraphiques transatlantiques à leurs deux extrémités, leurs licences d'atterrissage au Royaume-Uni avaient expiré et pouvaient maintenant être retirées. La GPO pensait que le fait que les entreprises américaines soient capables d'exploiter des câbles télégraphiques au Royaume-Uni était une anomalie qui devait être corrigée, d'autant plus que les droits réciproques n'ont pas été donnés à des entreprises britanniques aux États-Unis. C'était, par conséquent, le désir de la GPO que ces droits historiques, soient supprimés. Si la CCC était en mesure de demander et d'obtenir une licence de 20 ans pour le nouveau câble alors on pouvait demander que ce principe soit appliqué à des extensions de licences devenues récemment caduques. Cela pourrait inciter les propriétaires de câbles danois et français à faire de même, ce qui serait inacceptable. Il n'y avait absolument aucun doute que les britanniques ne laissent AT & T exploiter le terminal du Royaume Uni du TAT 1 soit pour la télégraphie ou pour des services de téléphonie. Un autre sujet de préoccupation pour la GPO, c'est que la capacité excédentaire sur le câble pourrait remettre en question ses plans embryonnaires d'un câble pour le Commonwealth (fascicule 76). Le gouvernement britannique était également préoccupé par le soutien du gouvernement américain pour le projet qui était, en effet, un soutien financier à une entreprise privée, entreprise qui était en concurrence directe avec la société britannique et appartenant au gouvernement du Canada des services de télécommunications.

Le gouvernement britannique a répliqué à la première demande du Département d'Etat américain pour qu'il étudie favorablement la demande de la CCC pour une licence d'atterrissage en demandant si la GPO pourrait être autorisée à exploiter les circuits télégraphiques sur le TAT-1. La réponse du Département d'État des États-Unis était que l'utilisation du TAT-1 pour les circuits télégraphiques nécessiterait l'accord préalable du gouvernement américain. La réaction d'AT & T était que soulever la question de circuits télégraphiques sur le TAT-1 aurait pour conséquence de retarder le projet et a refusé de soutenir la proposition de la GPO.



Harold Macmillan

En Février 1955, un message a été envoyé au gouvernement américain indiquant que le gouvernement de Sa Majesté permettrait une licence d'atterrissage à Deep Freeze, à la seule condition que le câble soit utilisé exclusivement à des fins de défense. La guerre froide était à son comble et l'utilisation par l'OTAN d'un câble était une considération importante. En mai, lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères à Paris, la CCC a demandé l'aide du secrétaire d'Etat américaine John Foster Dulles (1888-1959), qui a parlé au secrétaire britannique des Affaires étrangères, Harold Macmillan (1894-1986), en soulignant que les besoins de la défense étaient d'une «nécessité urgente» et a exhorté le gouvernement britannique d'avoir de nouveaux entretiens avec la CCC. Macmillan a accepté de donner un coup de pouce! Par la suite la réponse officielle du Département d'Etat américain a souligné la nécessité d'améliorer les communications transatlantiques, mais il n'a pas identifié Deep Freeze spécifiquement. Cela a permis aux Britanniques de riposter que le TAT-1 pourrait atteindre cet objectif, mais pour les restrictions de la FCC sur son utilisation pour les services télégraphiques. Un fonctionnaire d'Etat américain a ensuite fait clairement savoir que la politique du gouvernement des États-Unis ne permettrait pas aux Britanniques de fournir des services télégraphiques commerciaux aux États-Unis. À la lumière de cette divulgation, la GPO a estimé que les discussions avec la CCC étaient inutiles.

Puis, en Octobre 1955, des rumeurs ont commencé à circuler que AT & T avait en projet un second câble téléphonique vers le continent Européen (TAT-2) avec une bande passante encore plus large que celle du TAT-1. Les rumeurs ont suggéré une capacité jamais vu de 250 voies téléphoniques. Si ce câble pouvait être construit avec une telle capacité, alors, le circuit télégraphique pourrait voir réduire son prix à environ 500 \$ US et il y aurait de la pression sur le gouvernement américain pour permettre les services télégraphiques sur le nouveau câble. Ces rumeurs ont incité la CCC de modifier son offre au gouvernement britannique, et cette fois de présenter une proposition de Deep Freeze comme un projet de copropriété. Toutefois, la GPO se méfie encore des estimations de la CCC d'une utilisation militaire et de la demande ultérieure de circuits loués. Elle a estimé que la fourniture d'un câble classé télégraphique plutôt que circuits télégraphiques comme un sous-produit d'un câble téléphonique ne faisait pas le meilleur usage de la technologie disponible. La CCC a contesté la vision de la GPO que les circuits télégraphiques du gouvernement pourraient être fournis dans TAT-1. La position de la CCC était que, ni la GPO ni son partenaire américain (AT & T) ne pourraient utiliser

TAT-1 pour le trafic télégraphique aux États-Unis. La CCC a également attiré l'attention sur le fait que l'opposition à l'utilisation de TAT 1 pour le télégraphe était déjà exprimée par les transporteurs télégraphiques américains et il fallait s'attendre à ce que cela continue. Du point de vue de la CCC l'attitude de la GPO était incompatible. La CCC avait initialement proposé d'avancer toute seule sur ce projet et maintenant elle était seulement autorisée à 'entrer dans' ce projet. Elle avait également proposé d'insérer des répéteurs dans ses câbles existants afin qu'ils puissent répondre à toute demande si le projet Deep Freeze devait échouer. De l'avis de la CCC, la GPO ne pouvait pas perdre.

La GPO voulait avoir une demi-part dans un système moderne de communication transatlantique et voulait abaisser grâce aux progrès techniques les communications télégraphiques dans toute la mesure du possible. Considérant que les deux intérêts majeurs d'ITT étaient d'acquérir une position dominante dans les communications transatlantiques et de perpétuer le coût élevé des techniques du télégraphe pour tirer un bénéfice en vue de ses investissements, la GPO pensait que dans la poursuite de son objectif premier, la CCC avait offert de partager une partie du câble avec elle afin de garantir encore plus d'avantages (sécurité de l'emploi et une plus grande part du marché). La GPO a estimé que cela la laissa avec trois options

- i) mettre la CCC à terre,
- ii) aller de l'avant avec Deep Freeze et donner à la Western Union un préavis pour partir,
- iii) essayer de négocier avec un consortium de sociétés américaines.

A cette époque, trois notes diplomatiques ont été échangées entre les gouvernements britannique et américain concernant Deep Freeze. La GPO a demandé à l'ambassade britannique d'effectuer des vérifications non officielles pour connaître la réaction du gouvernement américain sur le projet. L'ambassade a indiqué que les trois autres entreprises d'exploitation du télégraphe américain étaient très préoccupées par toute action qu'AT & T pourrait apporter pour augmenter sa part dans le télégraphe. Ils avaient émis des objections auprès de la FCC contre AT & T qui proposait des installations télégraphiques sur sa liaison radio à la frontière canadienne vers TAT-1 et vers le câble prévu à Hawaii (HAW-1, 1957). Depuis que les trois compagnies de télégraphe opéraient de façon rentable il y avait peu d'intérêt pour la fusion, les lois anti-trust l'auraient empêché de toute façon.



John Foster Dulles

En mai 1956, des discussions informelles ont eu lieu à Washington DC pour tenter de rapprocher les diverses parties. Avant la réunion, un accord a été conclu que cette réunion ne devait être seulement que de gouvernement à gouvernement. Aussi, la délégation britannique a été surprise par la présence des représentants des sociétés américaines. Les Américains ont été obligés de se consulter entre eux avant que leurs porte-parole puissent effectuer toute déclaration préalable nécessaire.

Cela a conduit à l'existence d'un certain nombre d'ajournements dans lesquels les commentaires britanniques qui avaient été faits ont été examinés en détail par tous les organismes gouvernementaux et les représentants de l'entreprise. Le commissaire de la FCC, Edward M Webster, lors d'une rencontre informelle avec les Britanniques a donné une explication peu crédible de la présence des entreprises de télécommunications. Il a indiqué que la FCC s'était préparé pour les discussions et devait donc avoir des représentants de tous les organismes, les entreprises privées et même la présence du Comité sénatorial. Le commissaire a également expliqué que la FCC a été gênée par le soutien du gouvernement américain à Deep Freeze, car elle porterait atteinte à la situation concurrentielle qui existait actuellement entre les compagnies américaines de télégraphe. Il a déclaré que l'examen de la défense avait modifié sa pertinence afin que l'importance du projet du point de vue de la défense fût maintenant probablement insuffisante pour compenser son désavantage commercial qui résulterait de perturber l'équilibre concurrentiel entre les transporteurs télégraphiques à l'étranger des États-Unis.

Les principes sur lesquels la délégation britannique a approché ces réunions étaient que le Royaume-Uni devrait avoir une demi-part dans la propriété du câble, l'exploitation des services à l'atterrissement du Royaume-Uni, et que les services devaient être fournis par l'utilisation de câbles modernes de grande capacité dans lequel la téléphonie et la télégraphie devraient être intégrées. Leurs principaux objectifs de la discussion étaient d'obtenir un accord que tout nouveau câble devrait être disponible à la fois pour la téléphonie et la télégraphie, que TAT-1 devrait être ouvert au trafic télex et à la télégraphie publique et que toute nouvelle capacité de câble devait être posée comme une joint-venture par la GPO et un consortium de sociétés américaines. Les Britanniques ont aussi demandé des précisions quant à savoir si une plus grande participation dans la télégraphie transatlantique par le Royaume-Uni impliquerait l'achat d'une part des installations existantes (dont ils étaient à rejeter). Ils tenaient à éviter tout engagement sur la durée et les termes des licences d'atterrissement nécessaires pour régulariser la situation, au Royaume-Uni, de la Western Union et de la CCC et, enfin, de rejeter la proposition de Deep Freeze. Cependant, il est vite apparu à la délégation du Royaume-Uni qu'il n'y avait aucun espoir d'atteindre leurs objectifs, d'autant plus qu'AT & T a fait comprendre qu'il était opposé à l'aide de TAT-1 pour la téléphonie et la télégraphie.

Pour sa part, la FCC a présenté une proposition de principes sur lesquels la poursuite des discussions entre le gouvernement du Royaume-Uni et les entreprises américaines devrait être fondée. Ils ont suggéré que chaque partie doit supporter une part des coûts totaux de l'installation de nouveaux équipements proportionnés à l'intérêt acquis par chaque parti dans ces nouvelles installations, que le Royaume-Uni devrait être prêt *"à prendre les dispositions appropriées pour un traitement juste, équitable et non discriminatoire de tous les transporteurs américains en charge du trafic entre les États-Unis et le Royaume-Uni en ce qui concerne à la fois la part du trafic à allouer à ces entreprises et de la répartition des péages pour le traitement de ce trafic"* et que la radio et le câble doit donner la possibilité de se développer pleinement - en d'autres termes de conserver le statu quo. La FCC a également souhaité que les transporteurs soient relevés de leurs obligations légales en vigueur au Royaume-Uni et, en échange d'une plus grande participation du Royaume-Uni dans les installations de câbles existants, et que les salariés des entreprises d'exploitation américaines au Royaume-Uni soient intégrés en juste proportion; de plus cette disposition devrait être appliquée pour des problèmes particuliers qui métrient aux prises la Western Union dans le cadre de son obligation de se départir de ses opérations télégraphiques internationales. Enfin, la FCC exigerait également un examen par les deux gouvernements avant que toute entente avec un transporteur américain ne puisse être finalisée.

Les deux côtés adoptant des positions si marquées il est apparu que les discussions avaient abouti à une impasse et que des progrès constructifs seraient impossibles.

Part 2

Nous venons de décrire comment juste après la Seconde Guerre mondiale la structure du marché des télécommunications est radicalement différente au Royaume-Uni et aux États-Unis et que la planification de TAT-1 a été le catalyseur pour la GPO de promouvoir "la convergence des technologies" sous la forme de services combinés télégraphie et téléphonie sur un même câble. La possibilité qu'AT & T serait en mesure d'offrir des services de télégraphie publique sur TAT-1 a été vue par ITT comme une menace pour sa position dominante sur le marché international télégraphique. Pour contrer cette menace, ils ont commencé à promouvoir projet "Deep Freeze" qui aurait été le premier câble télégraphique transatlantique à répéteurs. La promotion de ce projet a nécessité un lobbying au plus haut niveau du gouvernement au Royaume-Uni et aux États-Unis qui ont abouti à des réunions informelles qui ont eu lieu à Washington DC en mai 1956, où les positions adoptées par les délégations britanniques et américaines étaient aux antipodes et les chances de trouver une position commune sol semblaient peu probables. L'histoire continue!

En conclusion des discussions de mai 1956 il a été convenu que les américains se pencheraient sur les moyens que les compagnies américaines pourraient proposer au gouvernement du Royaume-Uni pour d'abord être compensé avec les agences gouvernementales concernées et ensuite, afin d'éviter le surinvestissement, d'examiner si les entreprises pouvaient opérer en concurrence tout en utilisant des circuits dans un câble télégraphique leur appartenant comme dans un consortium avec le gouvernement britannique. Pour leur part, les Britanniques ont accepté de revoir la situation des licences d'atterrissage, d'examiner s'ils achèteraient dans de telles installations à câbles et à reconsidérer le Deep Freeze.

La délégation britannique était extrêmement déçue par les discussions qui ont eu lieu au cours de ces réunions, et sont repartis avec une vision plus claire de la politique de puissance de Washington. Elle a indiqué qu'aucune agence gouvernementale américaine n'était prête à accepter la responsabilité de la politique future, pour que les réponses aient été basées sur la situation actuelle et négative aux propositions de changement. Ils ont conclu que: *«Les sociétés d'exploitation de communication sont extrêmement puissantes et sont fortement contre toute forme de contrôle du gouvernement. Cette attitude est commune à tous, mais elle est prise plus fortement par AT & T que par toute autre société. Cela est illustré par le fait que, dans nos discussions, les organismes gouvernementaux des États ne sont pas autorisés à exprimer leur opinion jusqu'à ce que les instructions préparées de ces points de vue aient été contrôlées par les entreprises (nous croyons mot par mot)»*. Le rapport a également déclaré que les représentants du gouvernement des États-Unis *"se sont montrés sensibles à la critique selon laquelle la façon dont leurs télécommunications internationales sont organisées les empêche de profiter pleinement des avantages de la technique moderne"* et qu'*«ils ont été amenés à comprendre, apparemment pour la première fois, que c'est à eux, et non à nous, de trouver un moyen de combler le fossé entre nos philosophies. À cet égard, il faut souligner que le Congrès, qui est le véritable organe politique faisant autorité dans ce domaine, était représenté aux réunions"*.

Presque immédiatement, la GPO a pris la décision qu'elle ne pouvait pas envisager des circonstances dans lesquelles elle voudrait acheter de la capacité dans les câbles télégraphiques existants et qu'elle rejeterait Deep Freeze. En ce qui concerne les licences d'atterrissage, elle craignait que l'Anglo-American Telegraph Company (appartenant entièrement aux britanniques), dont les câbles étaient loués à la Western Union, ne devrait pas être défavorablement affectée par toute décision. A ce moment-là, des actionnaires de titres américains négociaient pour acheter des placements internationaux de la Western Union et ceux de l'Anglo-American, et donc le gouvernement britannique a consenti d'accorder de nouvelles licences aux entreprises pour 25 nouvelles années. Toutefois, ces licences les ont limités aux services et aux technologies existantes; on ne leur a pas autorisé à fournir des services de télex, ni à remplacer les câbles existants. Pour le Deep Freeze, la

GPO a écrit à la CCC, en Juillet 1956, en lui faisant part de sa décision. En Septembre, après que de nouvelles réunions faites avec la CCC et le Département d'État des États-Unis aient échouées, le gouvernement britannique a confirmé la décision du rejet de Deep Freeze dans une note officielle au gouvernement américain. En 1957, la CCC a tenté de faire revivre Deep Freeze comme un projet purement de défense, avec, une fois de plus, le lobbying va au plus haut niveau dans les gouvernements britanniques et américains, mais en raison de la réussite de TAT-1, cela fut voué à l'échec. Ce fut la fin des projets distincts de câble télégraphiques et au début des années 60 les câbles télégraphiques transatlantiques existants ont dû être abandonnés (voir le fascicule 71).

Le projet Deep Freeze demande des négociations complexes aux plus hauts niveaux des gouvernements du Canada, du Danemark (Groenland), de l'Islande et du Royaume-Uni avec les États-Unis. Le négociateur en chef pour ITT était l'amiral US en retraite Ellery Wheeler Stone (1894-1981). En Juin 1954, il était président de la CCC et s'était lié d'amitié avec Sir Roger Makin (1904-1996) ambassadeur britannique à Washington, Sir Harold Caccia (1905-1990) de l'Office britannique des Affaires étrangères qui a été nommé ambassadeur des États-Unis de 1956 à 1961 et Harold Macmillan (1894-1986) qui était à l'époque ministre du Logement, trois mois plus tard, il est devenu ministre de la Défense et ministre des Affaires étrangères en 1955. Ces amitiés sont nées des exploits des Stones durant la Seconde Guerre mondiale en Italie. Il semble également que ITT avait le soutien pour Deep Freeze du major-général sir Leslie Burtonshaw Nicholls (1895-1975), président du conseil d'administration à l'entreprise nationalisée Câble & Wireless. Les dossiers du Ministère américain de la Justice indiquent que Nicholls a fourni à ITT des informations confidentielles provenant du gouvernement britannique pour ce projet.



Ellery Wheeler Stone



Sir Leslie Burtonshaw Nicholls



Lester Bowles Pearson

Au Canada, le 14 Septembre 1954, ITT a rencontré et a entretenu des relations avec Lester Bowles Pearson (1897-1972), chef de la délégation canadienne à l'OTAN et l'ONU. Encore une fois, les dossiers du ministère de la Justice des États-Unis indiquent que Pearson a fourni à ITT des informations confidentielles sur la position du gouvernement canadien, la participation éventuelle de l'OTAN dans Deep Freeze et l'impact de la participation de l'OTAN.

Malgré la capacité d'ITT pour influencer et intervenir à des niveaux élevés des gouvernements (à la fois diplomatiques et militaires) et les fuites d'informations confidentielles à ITT et à la CCC, Deep Freeze n'a pas réussi à décoller. Les négociations ont été le catalyseur de la GPO pour monter la première tentative de promouvoir le concept de «convergence technologique». Cela a eu un effet important dans les gouvernements britannique et canadien, et la résistance politique si critique à Londres et Ottawa a pu être surmontée. En outre, la réticence des États-Unis à envisager une convergence pour TAT-1 était une forte incitation à construire le premier câble du Commonwealth, CANTAT, et donc de rejeter Deep Freeze. ITT était petit pour contrer ces obstacles majeurs, car le pouvoir de lobbying de AT & T aux États-Unis, aussi bien que la pression d'amitiés personnelles, n'ont jamais pu être assez forts.

En 1959, ITT a nommé un nouveau PDG, Harold Geneen (1910-97) et en 1960 ils ont poursuivi en justice le gouvernement américain pour rupture de contrat, dans un procès légal pour US\$804,000, pour l'échec au soutien du projet Deep Freeze dans les négociations avec le Gouvernement britannique. La société a fait valoir que les retards dans ses négociations avec le gouvernement du Royaume-Uni ont été causés en partie par des signes qui ont commencé à apparaître, indiquant que le gouvernement américain n'a pas été entièrement favorable au projet. La CCC a affirmé que en mai 1956, à son insu, le ministère de la Défense avait indiqué à la FCC "*que la nature de l'appui de la défense au projet avait changé et que dans les conditions alors censées exister les organismes de défense souhaiteraient abandonner*". La FCC a informé les organismes de défense qui, sur cette base, il retirerait son accord de principe. La Commission a ensuite informé la CCC à cet effet en Juillet 1956 et l'ambassade américaine à Londres a alors conseillé à la CCC qu'elle ne pouvait pas continuer à faire des représentations en son nom. La CCC a demandé à la GPO de comparaître comme témoin contre le gouvernement américain, et la GPO a décidé d'envoyer un fonctionnaire pour témoigner. Le 5 Avril 1968 les tribunaux américains ont finalement rejeté la demande. La CCC n'a pas fait appel de cette décision.



Harold Geneen

Le succès de TAT-1 avait incité AT & T de présenter son projet TAT-2, proposant de fournir des embranchements au Royaume-Uni et au Canada et proposant des parts dans ce câble au gouvernement britannique. Cette offre a été rejetée en faveur du projet de Câble du Commonwealth. Cependant, comme TAT 1 fournissait un service beaucoup plus rapide que les câbles télégraphiques, le Pentagone voulait un accès immédiat à la fois aux services de voix et de données. L'utilisation de la capacité supplémentaire fournie par TAT-2 étant considérée comme une justification, la FCC a permis à AT & T de combler le fossé entre les services télégraphiques nationaux et internationaux. Il a permis qu'AT & T fournisse des services de lignes louées pour les compagnies de télégraphe afin qu'il puisse fournir des services similaires aux organismes de défense. Ce fut la première apparition de lignes louées internationales pour les données sur les câbles téléphoniques et l'utilisation de l'expression «Carrier de Carrier" pour désigner la relation entre AT & T et les compagnies de télégraphe.

Bien que la FCC ait permis aux transporteurs télégraphiques internationaux de louer des lignes sur les câbles TAT, les entreprises étaient malheureuses *parce que les lignes louées n'ont pas contribué au tarif de base sur lequel leur taux de retour a été fixé*. La mise en service de CANTAT en 1961 a alors menacé de contourner les divisions de la réglementation aux États-Unis aussi le FCC a été contraint de laisser les quatre transporteurs télégraphiques louer des lignes sur CANTAT ainsi que sur les câbles de TAT. La transmission télégraphique internationale est devenue un Etat au service de l'État et l'objectif de la GPO de la convergence des technologies a été atteint. La CCC a fermé son service au Royaume-Uni en 1962 et, après avoir racheté les affaires internationales des lignes louées de la Western Union dans les câbles téléphoniques coaxiaux à partir de 1966.

Cependant, le changement de politique de la FCC positionnait AT & T, non seulement en tant que fournisseur en gros des compagnies de télégraphe, mais aussi leur concurrent national majeur. En

1963, AT & T et la GPO ouvrent le TAT-3 de Tuckerton, New Jersey à Widemouth Bay, Cornwall. Ce système avait 128 x canaux de 3 kHz vocaux. A cette époque, AT & T a également bien avancé dans la planification de TAT-4 (USA-France) qui aura une capacité similaire. La perspective d'AT & T l'expansion de ses services télégraphiques internationaux, alors limité aux organismes de défense des États-Unis, et le désir des transporteurs télégraphiques internationaux pour fournir leurs propres installations ont conduit ITT, une fois de plus, à exercer des pressions sur le Congrès des États-Unis. En 1964, il a accusé AT & T de tenter de créer un monopole des communications internationales. ITT a également proposé, avec STC, de construire le quatrième câble transatlantique à la place d'AT & T. La réponse de la FCC était de limiter AT & T aux services vocaux internationaux autres que les clients existants et de permettre aux compagnies de télégraphe de détenir des actions dans les nouveaux câbles. La propriété devait être divisée selon les besoins présents et prévisibles. Ainsi, la nouvelle technologie n'a pas été autorisée à influencer la structure du marché américain et les services télégraphiques et téléphoniques internationales ont été une fois de plus séparés. ITT a fait un dépôt officiel de la FCC appelant à une révision de la formule internationale. Les deux RCA et ITT ont demandé un accès direct aux clients - un retour au système d'avant-guerre de plusieurs passerelles internationales, une demande qui devait rester en suspens pendant 16 ans

A cause de CANTAT, pendant une brève période en 1964, la FCC a été contrainte de se plier à la notion de convergence technologique, mais elle se rétracta rapidement. Il faudra attendre 1980 pour que la FCC prenne une position définitive sur cette question. Dans le même temps, la FCC a continué de soutenir AT & T et leur modèle de réseau de télécommunications.

Essayer de tirer profit des progrès de la technologie a souvent été contraire à l'inertie politique et à la résistance des intérêts commerciaux. Dans la fin des années 1980 le terme de «convergence» a été, encore une fois, mis à la mode par le président de STC plc, feu Sir Kenneth Corfield. Il cherchait à se rendre maître de la société informatique au Royaume-Uni, ICL. La raison d'être de cette initiative était que les technologies devaient converger et que dans le futur les personnes auraient un dispositif pour fournir des services informatiques, téléphoniques et de télévision. Quel stupide concept? Au lieu que Corfield soit loué comme un visionnaire, les marchés ont considéré sa stratégie ridicule et l'ont fustigé, le prix de l'action a chuté, la société est entrée en déclin, Corfield a été chassé et STC a finalement été reprise par Northern Telecom en 1991.



Sir Kenneth Corfield

La photographie de Sir Kenneth Corfield a été prise dans le bureau du directeur général, à STC Greenwich (aujourd'hui Alcatel-Lucent Submarine Networks). Dans le fond, vous pouvez voir une copie d'un tableau du Great Eastern lors de la pose du câble de l'Atlantique; dont l'original est dans la

Green Room à Greenwich. Le bureau du PDG était au dernier étage de l'édifice Nord-Ouest sur les bords de la Tamise. Il a été récemment démoli dans le cadre de l'aménagement du secteur riverain de la Barratt. La Green Room reste le seul vestige de l'usine de Greenwich d'Alcatel-Lucent.

Les Auteurs :



Bill Burns est un électronicien anglais qui a travaillé pour la BBC à Londres avant de s'installer à New York en 1971, il a passé plusieurs années dans l'industrie de l'audiovisuel haut de gamme, en écrivant des critiques de l'équipement et des articles de magazines sur des sujets techniques. Ses travaux de recherche pour ces produits l'ont conduit à un grand intérêt pour l'histoire des communications, et en 1994 la découverte fortuite d'une section du câble de l'Atlantique de 1857 l'a incité à mettre en place le site de [Atlantic Cable](#) Le site compte aujourd'hui plus d'un millier de pages sur tous les aspects des communications sous-marines de 1850 jusqu'à nos jours, et les recherches de Bill dans l'histoire du câble lui a fait connaître toutes les stations de câbles télégraphiques survivantes à travers le monde, et à consulter des archives et visiter des musées en Amérique du Nord et Europe.



La carrière de **Stewart Ash** dans l'industrie des câbles sous-marins couvre des postes de direction sur plus de 40 ans, il a travaillé avec STC câbles sous-marins (maintenant Alcatel-Lucent Submarine Networks), Cable & Wireless Marine et Global Marine Systems Limited. Ensuite avec GMSL il fût, pendant 5 ans, le président du Consortium UJ. Depuis 2005, il a été consultant, travaillant en indépendant et aussi en association avec les principaux consultants de l'industrie Pioneer conseil, Red Penguin Associates, Walker Newman et Stratégies WFN, fournissant un support commercial et technique à des clients dans les secteurs des télécommunications et des Hydrocarbures.